

semble que le premier ministre a dû ramener cette idée d'un des lointains pays d'Extrême-Orient qu'il vient de visiter.

Il l'a imposé au ministre des Finances (M. Benson) tout comme le Livre blanc sur la fiscalité. On répète assez librement que, lorsque le ministre des Finances a discuté du Livre blanc avec le premier ministre (M. Trudeau) et qu'il a employé l'expression «notre Livre blanc», le premier ministre lui a demandé: «Le Livre blanc de qui, Ben?» En d'autres termes, ils doivent en porter le poids. Le premier ministre impose ses volontés à tous les membres du cabinet, qui doivent chacun subir le coup des critiques faites contre leur ministère.

C'était une honte de voir ce soir le ministre des Communications (M. Kierans) se lever à la Chambre et essayer de défendre le ministre des Finances. Je trouve cela scandaleux parce qu'aucun membre du gouvernement ne s'est porté à sa défense à lui. Il faut admettre que sa position a toujours été indéfendable, mais on aurait cru qu'ils feraient semblant. Le ministre des Finances devait être humilié de constater qu'il était secouru par un homme qu'aucun de ses collègues du cabinet n'appuie.

Le ministre avait le verbe facile. Il a dit qu'on s'efforcera de venir en aide aux industries qui seront affectées défavorablement. Je me demande quels efforts on a faits jusqu'ici pour aider l'industrie du bois dans les Maritimes, car elle a déjà perdu des milliers de dollars. Le député de Burnaby-Seymour (M. Perrault) a indiqué clairement à la Chambre ce que cela signifie pour les industries de la pêche, du bois et des mines de la Colombie-Britannique. Tous s'entendent à dire que la Colombie-Britannique est une des provinces qui exportent le plus.

Nous avons des problèmes dans l'Est également. Le ministre a dit qu'on s'efforcera aussi d'aider les provinces Maritimes. Dans ses citations, il en a oublié quelques-unes des journaux. Il a omis de citer un article d'après lequel A. G. Rumbold, président du Maritime Lumber Bureau, a déclaré que l'industrie du bois dans les Maritimes est sérieusement menacée par des mises à pied très nombreuses et par la faillite, à cause de cette mesure. Il a ajouté que l'industrie est déjà asséchée à cause du manque de construction domiciliaire et de projets de construction dû aux efforts anti-inflationnistes du gouvernement. Il a déclaré que les exportateurs des Maritimes avaient perdu du jour au lendemain des centaines de milliers de dollars par suite de commandes déjà expédiées mais non encore acquittées et d'autres marchés conclus, mais

auxquels on n'avait pas encore donné suite. Je demande au ministre ce qu'il a fait, en cherchant des mesures plus immédiates au sujet de cette perte de centaines de milliers de dollars subies par l'industrie du bois dans les Maritimes?

Lorsqu'il avait la parole, il a relevé les remarques des députés de l'opposition au sujet du taux flottant du dollar canadien, mais il a complètement passé sous silence les propos du député ministériel de l'arrière-plan. Il est regrettable qu'on n'ait tenu aucun compte du député de Burnaby-Seymour à ce sujet. Je crois savoir qu'il ne peut pas se faire entendre à une autre tribune, car s'il donnait avis de son intention de parler de cette affaire lors de la prochaine réunion du caucus, le président l'écarterait parce que cela pourrait contrarier le ministre des Finances.

Le ministre et son gouvernement croient faire quelque chose de formidable. Il est malheureux que le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) ne puisse être ici pour appuyer la mesure. Je dis appuyer, car j'ai des lettres dans lesquelles il se dit en faveur de certaines choses que j'ai dites de la société de développement récemment créée. Il ne nous reste qu'une raison d'espérer, c'est qu'on a nommé un nouveau président.

Je me suis plus ou moins tu à ce sujet, car à mon avis le nouveau président portera remède à tous les maux et toutes les erreurs qu'a laissées derrière lui ce M. Fullerton. Il est regrettable que la ville d'Ottawa se trouve maintenant affligée de ce monsieur. J'inviterai pourtant le ministre, qui croit agir équitablement envers nos chômeurs, à regarder la situation au Cap-Breton. Depuis que la société de la Couronne a pris l'entreprise en main, on a encore licencié 1,200 hommes. La seule réalisation de la société jusqu'ici a été de soustraire plusieurs millions de dollars à l'économie de la ville en cause.

Le gouvernement se désintéresse absolument des chômeurs. Le fait qu'il a adopté une politique destinée à augmenter le chômage au pays, suivie de cette nouvelle mesure de nature à l'aggraver, en est la preuve. Le ministre a cité Donald MacDonald, président du Congrès du Travail du Canada, qui ne prévoit pas nécessairement une augmentation du chômage par suite de la libération du dollar. Ce ne sont pas des propos que le ministre des Finances peut être fier de citer à la Chambre. M. MacDonald, président du Conseil du Travail du Canada, n'a aucunement appuyé le blocage du dollar. Selon lui, ce n'était pas nécessaire. D'après les opinions que nous exprimant des gens de partout au pays qui